

Retour sur les célébrations de la fin du communisme

dans le petit film officiel de la Commission européenne diffusé à l'occasion du vingtième anniversaire de la chute des régimes communistes en 1989 en Europe, une jeune femme qu'on devine ressortissante de l'un des « pays de l'Est » (qui n'est pas précisé), met au monde un garçon dans la nuit du 9 au 10 novembre 1989 : la mère accouche devant l'écran de télévision de sa chambre d'hôpital qui retransmet en direct la chute du Mur¹. Le film retrace ensuite le parcours de cet enfant qui entre en adolescence en 2004 (quand son pays rejoint l'Union Européenne) et devient adulte en 2009 (au moment où, semble-t-il, la démocratisation est considérée comme achevée et la démocratie libérale consolidée). L'image est belle : la chute du Mur a engendré la liberté dans le bloc soviétique, l'image de la naissance suggérant le passage de l'obscurité totalitaire à la lumière démocratique. L'Union européenne, ensuite, éduque ses enfants encore gauches et immatures avant de les accepter dans son giron et de leur accorder enfin, pour leur vingtième anniversaire, un *satisfecit* mérité.

JÉRÔME HEURTAUX
Maître de conférences à
l'université Paris-Dauphine et
membre de l'IRISSO (Institut
de recherche interdisciplinaire
en sciences sociales, CNRS,
UMR7170).

On ne peut mieux illustrer les apories charmantes d'un discours rétrospectif qui rabat l'ensemble des événements depuis 1989 à leur supposée finalité : l'affirmation d'une Europe unie autour de valeurs et d'une histoire communes. Mais cette histoire naturelle est fondée sur l'occultation de la pluralité des représentations et de la diversité des « mémoires » (officielles ou non) de « l'événement » 1989 lui-même.

Le caractère grandiose du vingtième anniversaire, à l'initiative conjointe des dirigeants politiques et des médias, relayée par les acteurs de la « société civile », ne garantissait pas, il est vrai, une vision juste et mesurée de 1989 et annonçait par son existence une confusion inévitable entre histoire et mémoire. On ne savait plus d'ailleurs très bien si c'était 1989 « l'événement monstre »² ou bien son vingtième anniversaire célébré à Berlin, Paris et dans les principales capitales

1. «Vingtième anniversaire du changement démocratique en Europe centrale et orientale », http://ec.europa.eu/commission_barroso/president/archives/2009.

2. Nora P., « L'événement monstre », *Communications*, vol. 18, n°1, 1972, p. 162-172.

européennes. Il n'y a rien d'exceptionnel, bien sûr, à célébrer avec faste un événement majeur de l'histoire contemporaine : « l'exhibitionnisme événementiel »³ que constatait Pierre Nora dans les années 1970 est désormais entré dans les mœurs politiques et culturelles. Un anniversaire chasse l'autre : après 2008 et les anniversaires de 1918 et 1968, 2009 et la célébration de 1989 et de la chute des régimes communistes en Europe. Il n'y a néanmoins rien d'évident à ce que 1989 ait fait l'objet d'un tel déploiement de célébrations. Que signifie cette poussée commémorative dont a bénéficié le vingtième anniversaire de l'effondrement du communisme est-européen entre l'été et l'hiver de l'an dernier ? Pourquoi son point culminant a-t-il été, en France et en Allemagne, l'anniversaire de la chute du Mur le 9 novembre à Berlin ?

L'examen du « cadrage » politico-médiatique de l'événement est en soi une forme de réponse. Malgré leur diversité, les discours prononcés par les dirigeants des pays d'Europe de l'Ouest autour du 9 novembre et les commentaires journalistiques ont formé un socle mémoriel niant en partie la vérité historique et la pluralité des expériences réelles de 1989, notamment à l'Est de l'Europe⁴. La complexité des événements de 1989, leur caractère imprévisible et contingent, la dimension à la fois nationale et transnationale du processus de changement de régime, ont été rabattus sur un seul épisode, celui de la chute du Mur de Berlin, présenté soit

comme l'aboutissement d'un processus déjà entamé, soit comme l'origine de ce dernier. La première version affleure dans la scénographie de l'anniversaire du 9 novembre à Berlin, le premier des dominos qui symbolisent l'ancien mur étant poussé par Lech Walesa pour souligner le rôle précurseur de la Pologne dans l'effondrement du communisme, avec les grandes grèves de la Baltique en août 1980. C'est aussi cette approche qu'a retenue le gouvernement polonais en choisissant de ramasser sous le même intitulé, « Tout a commencé en Pologne », l'ensemble des célébrations officielles organisées en Pologne en 2009 pour commémorer 1989 et... le début de la Seconde Guerre mondiale en 1939⁵. La seconde version de la chute du Mur, la plus éloignée de la réalité historique, nulle surprise de la trouver dans le discours berlinois de Nicolas Sarkozy, qui, s'adressant aux Allemands, affirme sans sourciller que « ce mur, vous l'avez abattu et à partir de ce jour des pays asservis, la Bulgarie, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, la Pologne se sont libérés, libérés de la tyrannie »⁶.

Dans les deux cas, la centralité de « l'événement-chute du Mur » est évidente, centralité qu'on retrouve dans la presse, notamment dans les hebdomadaires (*le Point*, *l'Express*, *Télérama*, etc.) et quotidiens généralistes (*le Monde*, *le Figaro*) qui publient tous ou presque un numéro spécial consacré à Berlin. La chute du Mur est comme cette « image-souvenir » dont parlait Henri Bergson à propos de la mémoire passive, spontanée, d'un événement passé⁷ : on veut faire comme si

3. Nora P., « Le retour de l'événement », in Le Goff J.-P., Nora P. (dir.), *Faire de l'histoire*, vol. I : *Nouveaux problèmes*, Paris, Gallimard, 1974, p. 210-229.

4. Pour plus de détails, cf. Heurtaux J., Pellen C. (dir.), *1989 à l'Est de l'Europe. Une mémoire controversée*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 2009.

5. Rappelons que celle-ci « commence » en effet par l'invasion de la Pologne le 1er septembre 1939.

6. Source : <http://www.elysee.fr>

7. Heymans G., « Les 'deux mémoires' de M. Bergson », *L'année psychologique*, vol. 19, n°1, 1912, p. 66-74.

l'image collective d'un même événement (c'est-à-dire sa représentation iconographique), érigé en métonymie de la fin du communisme dans son ensemble, s'était spontanément imposée à tous dans l'instant, sans voir que ce souvenir est aussi le produit d'une mémoire active, motrice, apprise. Une mémoire collective, surtout si elle est officielle, c'est-à-dire impersonnelle, n'est jamais la moyenne ou l'épuration de l'ensemble des mémoires individuelles. Or si la mémoire individuelle est, bien entendu, en partie déterminée par des cadres sociaux, elle ne se réduit pas à la mémoire collective. S'il arrive que la mémoire collective « englobe » les mémoires individuelles, dit Maurice Halbwachs, elle ne se confond pas avec elles⁸.

On comprend sans peine l'importance symbolique que revêtait cet événement pour les dirigeants français et allemands, obnubilés par la réconciliation entre leurs deux pays et désireux de rapprocher le couple Merkel-Sarkozy. Mais que représentait-il pour les élites politiques polonaises ou tchèques, pour les populations hongroises ou est-allemandes ? Chaque pays a sa propre « référence élective »⁹ en fonction de son histoire propre, servant le plus souvent de mythe fondateur du processus démocratique¹⁰. Le regard ouest-européen sur la fin du communisme a laissé dans l'invisibilité des épisodes historiques majeurs de la période, à l'instar

par exemple de la réconciliation germano-polonaise scellée par la rencontre entre Kohl et Mazowiecki en novembre 1989 ou bien des premières manifestations de la « révolution roumaine », à Timisoara, les 15 et 17 décembre, contre la mutation arbitraire d'un pasteur protestant d'origine magyare. Il a nié la possibilité d'autres chronologies de 1989 qui feraient davantage apparaître la contingence des événements et qui, au moins, échapperaient à cette logique de réduction tous azimuts.

Surtout, il a imposé sa propre interprétation de 1989 : passage de l'obscurité communiste à la lumière démocratique, 1989 apparaissant comme un passeport pour la « liberté », la grande abstraction célébrée à Berlin. Combien de reportages télévisés n'ont pas dramatisé ce qui s'est joué là, insistant, à force de témoignages et d'archives télévisées en noir et blanc, sur le contraste entre la RDA et l'Allemagne unie, comme si, en effet, les Allemands de l'Est avaient en 1989 enfin quitté leur caverne.

La pensée unique de l'événement l'érige en effet en symbole de la fin de la guerre froide et de toutes les frontières en Europe (politiques, militaires et mentales), de la fin du communisme et du triomphe du modèle démocratique libéral. Tout cela conduisait à envisager la trajectoire des nouvelles démocraties sur le mode unique du rattrapage. *Exit* des mémoires officielles les trajectoires ambiguës, les continuités du communisme et les frustrations générées par l'entrée fracassante des anciennes démocraties populaires dans le monde des démocraties libérales. *Exit* les populations partagées entre l'adhésion sincère et la déception et qui, entre indifférence, occultation de 1989, voire « ostalgie », ont été sommées de se souvenir, de répondre

8. Halbwachs M., *La mémoire collective*, Paris, Albin Michel, 1997, p. 98.

9. Lavabre M.-C., « Usages et mésusages de la notion de mémoire », *Critique internationale*, n°7, 2000, p. 51.

10. En Pologne, par exemple, ce sont la Table ronde (6 février-6 avril 1989) et les élections du 4 juin 1989 qui représentent les événements pertinents de la période. Cf. Heurtaux J., Pellen C., « La Table ronde, un meuble politiquement encombrant », in Heurtaux J., Pellen C. (dir.), *1989 à l'Est de l'Europe...*, op. cit., p. 23-56.

à une sorte d'injonction commémorative, amplifiée par l'enthousiasme à distance des médias occidentaux. Occultées les mémoires minoritaires, obliques, critiques de l'entrée unilatérale dans un capitalisme qui connaît à l'échelle mondiale sa transformation néo-libérale. Oubliées les utopies dissidentes et les troisièmes voies possibles pour penser, par exemple, un capitalisme à visage humain ou une démocratie sans oligarchie partisane¹¹. En 2009, le monde, et pour tout dire, l'Europe, étaient à la fête et célébraient leurs propres valeurs, avec un parfum de fin de l'histoire qu'on croyait définitivement passé de mode. C'est l'Union européenne que José Manuel Barroso est venu défendre à Berlin, en promouvant une histoire rétrospective de l'élargissement dans laquelle la chute du Mur apparaissait comme la première étape. L'« historiquement correct »¹² n'était pas en reste dans le discours berlinois d'Angela Merkel, qui a fait de la chute du Mur le cœur de la fin du communisme, le lieu-symbole où l'Allemagne, l'Europe et même le monde se sont à nouveau unifiés.

Bien sûr, cette « mémoire » politique de 1989 est apparue sous la forme d'un récit-mosaïque : autour d'une matrice commune se sont agrégées et ramifiées des variantes nationales. Tant Jerzy Buzek¹³ que José Manuel Barroso¹⁴, à

la tête d'institutions européennes, font référence à leur propre expérience de citoyen non libre, le premier en Pologne communiste, le second dans le Portugal des colonels. Tout comme les chefs d'État invités à s'exprimer ont choisi d'articuler dimensions européenne et nationale. La chancelière allemande a fait référence à l'anniversaire de la nuit de Cristal, qui tombe également un 9 novembre, en s'adressant à ses compatriotes sous la porte de Brandebourg. Nicolas Sarkozy a évoqué la réconciliation franco-allemande, faisant implicitement écho à la focalisation de la presse française sur le Mur de Berlin, qui ne peut se comprendre qu'à travers l'histoire des relations entre la France et l'Allemagne. Affleure donc le poids des mémoires nationales au cœur même des récits mémoriels qui se donnent à voir comme ceux de l'Europe tout entière, voire universels¹⁵.

Mais ces variations infimes sur un même thème ne laissent pas transparaître le contraste entre l'hyper-célébration ouest-européenne et le caractère éclaté, timoré, voire controversé de la célébration de 1989 dans les pays directement concernés. En Pologne, c'est sur fond de compétition politique au sein de la droite que se sont déroulées les commémorations de la Table ronde et des premières élections libres. Le prési-

11. Par exemple l'utopie de « l'anti-politique ». Cf. Falk B., « Post-Communism's First Decade: A Primer for Non-Specialists », *Canadian Journal of Political Science*, vol. 36, n°2, p. 417-437.

12. Becker A., Audouin Rouzeau S., *14-18 Retrouver la guerre*, Paris, Gallimard, 2000.

13. « Discours à l'occasion du vingtième anniversaire de la chute du Mur de Berlin », 8 novembre 2009, <http://www.ep-president.eu/view/fr/press.html>

14. « Message vidéo du président Barroso en prélude au vingtième anniversaire de la chute du Mur de Berlin », 9 novembre 2009, http://ec.europa.eu/commission_barroso/president/archives/2009.

15. Les gouvernements de l'Ouest n'ont pas le monopole en la matière : leurs homologues est-européens ont aussi cherché à imposer leur vision propre de cette histoire. À titre d'exemple, le film « pédagogique » distribué dans les ambassades polonaises sur la chute du communisme n'oublie aucun pèlerinage du pape Jean-Paul II sur sa terre natale, évoque même l'attentat commis contre ce dernier en 1981, autant d'éléments présentés comme explicatifs de l'effondrement du communisme. La *perestroïka* de Gorbatchev est, elle, passée sous silence...

dent de la République, Lech Kaczynski, refusait de prendre part aux célébrations organisées par le Parlement, préférant commémorer l'événement à Gdansk, berceau de *Solidarnosc* et participant aux cérémonies du trentième anniversaire du premier pèlerinage du pape en Pologne, le 2 juin 1979. En République tchèque, les célébrations ont lieu le 17 novembre, en référence aux premières mobilisations sur la place Venceslas de Prague. En Roumanie, c'est sans surprise à Timisoara que débutent le 16 décembre 2009 les célébrations de la révolution roumaine. Un peu partout, la date du 9 novembre n'est qu'une date comme une autre, chacun célèbre la fin du communisme à sa manière, en fonction de sa propre histoire et sans dissimuler les ambiguïtés éventuelles que soulève cet anniversaire.

Mais on peut se demander si certains n'ont pas voulu, à travers l'affirmation ostentatoire des valeurs de la démocratie libérale, dans un contexte de crise économique et financière profonde qui frappe aujourd'hui l'Occident, provoquer une *catharsis* dans le camp des vainqueurs de la guerre froide. On comprendrait d'autant mieux pourquoi la chute du Mur a été symboliquement universalisée : plutôt que de profiter de la célébration pour établir un bilan des situations (for-

cément contrastées) dans les anciennes démocraties populaires, le regard s'est tourné vers les autres murs existant dans le monde, en Israël, à Chypre, etc. Personne n'interroge l'éventuel décalage entre les attentes nées de la chute du Mur et les réalisations effectives. La trajectoire des pays d'Europe centrale et orientale est unilatéralement envisagée comme un succès et leur démocratisation libérale, comme un acquis : on n'interroge plus le sens de 1989, excepté quelques-uns, rares, qui ne se font pas ou peu entendre¹⁶. La seule note critique énoncée par les célébrants, c'est l'existence d'autres murs en Europe et dans le monde qu'il s'agit de détruire en suivant l'exemple berlinois. Cette universalisation symbolique du Mur de Berlin éloigne encore davantage le discours de la célébration de la réalité qu'il désigne. La chute du Mur de Berlin précédant l'inéluctable chute de tous les murs de séparation, comme si ce qui s'est joué à Berlin annonçait l'inexorable avancée du progrès démocratique. Et au mépris d'un paradoxe pourtant évident : n'est-ce pas en effet ce même modèle occidental qui est célébré par la chute du Mur dont la protection jalouse suscite ici et là (entre les États-Unis et le Mexique, à Ceuta et Mellila, etc.), l'érection de nouveaux « murs de la honte » ?■

16. Par ex, Slavoj Žižek, « Derrière le Mur, les peuples ne rêvaient pas de capitalisme », *Le Monde*, 8-9 novembre 2009 ; Fourest C., « Un mur après l'autre », *Le Monde*, 7 novembre 2009.